

<http://www.solidaires-meteo.org/Consequence-des-baisses-de-moyens-fragilisation-du-reseau-climatologique-d-Etat.html>



# Conséquence des baisses de moyens : fragilisation du réseau climatologique d'État

- Documents - Dossiers thématiques -

## Conséquence des baisses de moyens : fragilisation du réseau climatologique d'État

A l'initiative de l'ambition affichée par le Ministère de l'Environnement lors de la COP21 et afin de lutter contre le réchauffement climatique et ses effets, Météo-France se prive d'un outil indispensable pour étudier l'évolution du climat.

Le réseau climatologique d'État, de RCE, vient compléter le réseau de base des stations automatisées de Météo-France en permettant une étude fine du climat à l'échelle inter-départementale. Environ 2100 postes manuels participent à la surveillance du climat : ils sont tenus par des observateurs bénévoles qui mesurent quotidiennement les quantités de précipitations, et pour ce tiers d'entre eux les températures minimales et maximales. Le réseau climatologique est également constitué d'un petit nombre de stations automatisées. Les données sont envoyées à la base de données climatique de 1h30 en temps différé (mensuel), ce qui convient en terme de climatologie.

Malgré les enjeux liés à l'évolution du climat, régulièrement confirmés par les rapports successifs du GIEC, la direction de Météo-France ne s'est guère avouée durant la dernière décennie pour ce réseau historique, considéré d'ailleurs avec une certaine condescendance. La seule consigne était de maintenir à l'existant, tant bien que mal, le nombre de postes existants. Des projets de rénovation du matériel ont été abandonnés.

Au fil du temps, en absence d'une politique volontaire, le réseau s'est peu à peu dégradé, avec un certain nombre d'observateurs qui ont interrompu leur activité pour cause de vieillesse ou de déménagement. Certains sites de mesure sont effectivement devenus moins fiables.

A première vue, le récent projet de modernisation de la direction générale pourrait donc sembler le bienvenu, avec notamment l'annonce de l'automatisation d'un certain nombre de stations.

En examinant les choses de près, il s'avère que sur les 2100 postes de mesure actuels du RCE, seuls 740 postes constituant des longues séries de données (LSD) – soit au moins 50 années de profondeur, nécessaires pour suivre l'évolution du climat) seront conservés, en bénéficiant au moins d'une automatisation, même si la qualité des mesures de ces postes est parfois des plus discutables. Les autres postes de mesure seraient supprimés à partir de 2017, même s'ils sont proches de devenir LSD dans les années suivantes. De plus, il est probable que les 740 postes restant ne seront pas répartis sur le territoire de manière homogène, ni en fonction des besoins réels. Cela pose problème pour une étude fine du climat ou pour la réalisation de données de climatologie nationale, au moins durant plusieurs années ou dizaines d'années, tant que les données satellitaires et radar ne pourront s'y substituer.

Pour les techniques d'exploitation qui gèrent actuellement ce RCE, mais pas que, loin de la représentation (3 emplois ETP) de ce réseau, cette activité sera supprimée. La maintenance du RCE robot et automatisé sera transférée aux MTR (services de maintenance régionale), dont l'implantation territoriale va d'ailleurs être réduite et qui sont en sous-effectif chronique.

Ne parlons pas des centaines de bénévoles dévoués qui ont effectué durant de longues années (parfois jusqu'à 60 ans) des mesures manuelles, souvent avec passion, des données que Météo-France abandonne. Est-ce ainsi que doit se composer un service de l'État envers des citoyens engagés ?

Date de mise en ligne : mardi 28 novembre 2017

Copyright © Solidaires-Météo - Tous droits réservés

### Conséquence des baisses de moyens : fragilisation du réseau climatologique d'État

A l'encontre de l'ambition affichée par le Ministère de l'Environnement lors de la COP21 et afin de lutter contre le réchauffement climatique et ses effets, Météo-France se prive d'un outil indispensable pour étudier l'évolution du climat.

Le réseau climatologique d'état, dit RCE, vient compléter le réseau de base des stations automatisées de Météo-France en permettant une étude fine du climat à l'échelle infra-départementale. Environ 2300 postes manuels participent à la surveillance du climat ; ils sont tenus par des observateurs bénévoles qui mesurent quotidiennement les quantités de précipitations, et pour un tiers d'entre eux les températures minimales et maximales. Le réseau climatologique est également constitué d'un petit nombre de stations automatiques. Les données sont intégrées à la base de données climatique de MF en temps différé (mensuel), ce qui convient en terme de climatologie.

Malgré les enjeux liés à l'évolution du climat, régulièrement confirmés par les rapports successifs du GIEC, la direction de Météo-France ne s'est guère investie durant la dernière décennie pour ce réseau historique, considéré d'ailleurs avec une certaine condescendance. La seule consigne était de maintenir à niveau, tant bien que mal, le nombre de postes existants. Des projets de rénovation du matériel ont été abandonnés.

Au fil du temps, en absence d'une politique volontaire, le réseau s'est peu à peu dégradé, avec un certain nombre d'observateurs qui ont interrompu leur activité pour cause de vieillesse ou de démotivation. Certains sites de mesures sont effectivement devenus moins fiables.

A première vue, le récent projet de modernisation de la direction générale pouvait donc sembler le bienvenu, avec notamment l'annonce de l'automatisation d'un certain nombre de stations.

En examinant les choses de près, il s'avère que sur les 2350 postes de mesure actuels du RCE, seuls 740 postes constituant des longues séries de données (LSD - soit au moins 50 années de profondeur, nécessaires pour suivre l'évolution du climat) seraient conservés, en bénéficiant au moins d'une automatisation, même si la qualité des mesures de ces postes est parfois des plus discutables. Les autres postes de mesures seraient supprimés à partir de 2017, même s'ils sont proches de devenir LSD dans les années suivantes. De plus, il est probable que les 740 postes restants ne seront pas répartis sur le territoire de manière homogène, ni en fonction des besoins réels. Cela posera problème pour une étude fine du climat ou pour la réalisation de dossier de catastrophe naturelle, au moins durant plusieurs années ou dizaines d'années, tant que les données satellitaires et radar ne pourront s'y substituer.

Pour les techniciens d'exploitation qui gèrent actuellement ce RCE, mais pas que, loin de là : ils représentent 23 emplois ETP, 23 de trop. Cette activité sera supprimée. La maintenance du RCE réduit et automatisé sera transférée aux MIR (services de maintenance régionales), dont l'implantation territoriale va d'ailleurs être réduite et qui sont en sous-effectifs chroniques.

Ne parlons pas des centaines de bénévoles dévoués qui ont effectué durant de longues années (parfois jusqu'à 60 ans) des mesures minutieuses, souvent avec passion, des bénévoles que Météo-France abandonne. Est-ce ainsi que doit se comporter un service de l'État envers des citoyens engagés ?